

Crise économique et montée de l'extrême-droite.

Le cas de la Grèce.

Crise économique et le mécontentement qu'ils génèrent représentent un défi important pour la stabilité démocratique et est normalement associée à la montée de l'extrémisme de droite. Ce raisonnement fonctionne comme suit : les crises économiques facilitent l'extrémisme car ils créent une société de gagnants et de perdant, avec une nécessité de chercher des coupables, dans lequel les dépossédés et les chômeurs vont expriment leur protestation en optant pour un parti d'extrême-droite. En d'autres termes, l'extrême-droite fournit une prise d'expression pour des énervées, des chômeurs et des désillusionnés. C'est le raison pourquoi la hausse de la Golden Dawn en Grèce a été associée au contexte de crise économique et sociale dans le pays.

La crise économique de la Grèce s'est produite après le début de la crise économique aux États-Unis en Août 2007. Suite à cette crise, le prix pour financer la dette a monté en flèche, incitant le gouvernement grec à appliquer, le 23 Avril 2010, un programme d'assistance financière du FMI. Les conditions de prêt du FMI et de la pression de la BCE et la CE pour que la Grèce respecte le Pacte de stabilité ont conduit le gouvernement grec à approuver un paquet d'austérité avec des coupes budgétaires importantes dans la politique sociale. Le résultat : 2,5 millions de personnes sont au-dessous du seuil de pauvreté relative, soit 60% du revenu moyen des ménages ; un 27,3% de chômage en 2013 ; et un taux de chômage chez les jeunes de 52%, Selon l'Autorité statistique hellénique (ELSTAT).

Parallèlement, dans les élections de 2012, la Golden Dawn a obtenu le 6,9% des voix en obtenant 21 sièges au parlement le 6 mai 2012. Plus tarde, avec la répétition des élections le 17 juin 2012, la Golden Dawn a perdu trois sièges et elle est devenu le cinquième force politique le plus voté.

Dans cette contexte, beaucoup a été dit sur quelles pourraient avoir été las causes du triomphe de la Golden Dawn. Parmi eux, nous pouvons trouver les facteurs à court

terme : les mesures d'austérité, la polarisation et les divisions qu'ils constituent lesquels nourrissent le terreau fertile pour la montée des extrêmes et le vote populiste.

En dehors de les facteurs à court terme on peut observer des facteurs à moyen terme qui représentaient le changement dramatique dans les fortunes électorales du parti: il a eu une diminution régulière des niveaux de confiance politique depuis 2009, qui s'est accélérée depuis l'émergence de la crise, comme nous pouvons voir dans les tableaux suivants.

Table 3. Political Trust: Decline –lack of confidence in parties

Trust in political institutions (% of a lot or some trust)

government		parties		parliament		courts	
2003	2010	2003	2010	2003	2010	2003	2010
55	21	28	5	63	47	73	41

Source: Eurobarometer 2003 & 2010; Exadaktylos & Zahariadis 2012.

Table 4. Trust in Institutions in Greece: (0-10 point scale, 0=no trust at all, 10=complete trust)

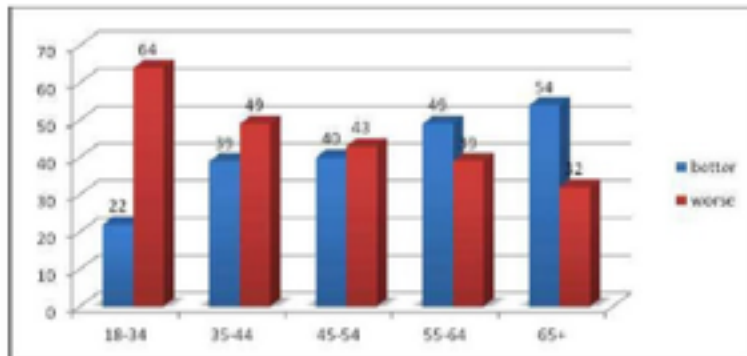
Army	6.1
Church	5.6
Police	5.3
Justice	4.2
NGOs	3.9
United Nations	3.3
EU	3.0
Trade Unions	2.7
Parliament	2.6
IMF	1.8

Source: Metron Analysis, 2012.

La fragmentation sociale, la tension et les inégalités deviennent encore plus apparente quand nous entrons dans les sentiments sociaux sur les groupes d'âge. Les niveaux élevés de chômage, en particulier parmi les jeunes générations ont créé de fortes barrières dans le développement de carrière des générations plus jeunes que depuis le début de la crise, ne peut plus satisfaire leurs besoins grâce à les baisses revenus de leurs parents. Ce sentiment d'injustice entre les générations se reflète clairement dans l'opinion publique. Citoyens d'entre 18 et 54 ans sentent qu'ils sont dans une situation

pire et qu'ils connaissent des pires conditions de vie que leurs parents, tandis que les citoyens âgés de plus de 55 années sentent qu'ils sont dans une meilleure situation que celle de leurs parents.

Graph 4. Social Cohesion and Generational Gap: the feeling of being abandoned



Source: Konstantinos Karamanlis Foundation & Metron Analysis 2012.

Le désenchantement de partis traditionnels, le manque de confiance politique et sociale, ainsi que le manque de cohésion sociale, ont créé une tentative de trouver des alternatives à cette situation. Les jeunes ont cherché des nouvelles formes d'engagement politique, comme l'appartenance à des partis politiques et les mouvements de rue.

C'est voici comment le mouvement des carrés et les citoyens indignés (« Aganaktismenoi ») est apparu. C'est le mouvement le plus massif et durable de protestation dans la période récente. À l'été 2011, des milliers de citoyens se concentraient tous les soirs dans la Place de la Constitution et dans les autres principales places des grandes villes pour exprimer leur colère contre le personnel politique, le Parlement, le système politique. Extrémistes de droite et militants de gauche, mais aussi des électeurs neutres et apolitiques ont participé à ce mouvement. Les militants d'extrême-droite ont été placés dans la partie supérieure de la place, tandis que l'aile gauche a été créée en l'inférieur. Une Assemblée populaire avait lieu tous les soirs et de nombreuses tentes ont été placés dans le carré et militants y vivait afin de marquer l'occupation.

C'est déjà avec le mouvement des citoyens indignés que la Golden Dawn a commencé son stratégie. Suite à une tactique bien connue dans les partis extrémistes de droite européens, la Golden Dawn a choisit la région d'Agios Panteleimonas (AP), un quartier

d'Athènes avec une importante population immigrée, comme un bastion pour acquérir une présence locale et, à travers elle, plus de visibilité. Le quartier AP est devenu la base de l'organisation. Plus précisément, depuis Septembre 2008, assemblées régulières de résidents ont eu lieu autour de la place de l'AP afin de protester contre les immigrés de la concentration et de "récupérer" leur quartier. Quatre types d'acteurs constituaient le paysage: les «résidents indignés" -qui appartiennent à une ancienne classe moyenne conservatrice, la GD, les immigrants et les «solidaristes», à savoir, des militants de gauche exprimant leur soutien vis-à-vis des immigrants. Les gens ont été progressivement divisés en deux camps: les «résidents indignés" avec la GD par rapport aux immigrés avec des militants de gauche. GD progressivement a fusionné avec les comités de résidents. Il a utilisé une méthode double pour pénétrer dans la population locale. D'une part, il a fourni des biens et des services pour les personnes âgées et la sécurité de magasiniers propriétaires. D'autre part, il a utilisé la violence pour se «Protéger» contre les «rivaux».

Le GD a réussi à augmenter sa sphère d'influence, dans le recrutement et la promotion des militants, ainsi que dans le placement d'une série de questions dans l'agenda public. Il a gagné en visibilité et s'est installé dans le terrain politique local. La représentation institutionnelle qu'il a acquis grâce à l'élection de son leader dans le conseil de la ville d'Athènes dans les élections municipales de 2010 a donné à GD un sentiment de légitimité, plus de visibilité et médiatisation, qui a permis une nouvelle expansion de l'organisation et de la pénétration électorale aux élections législatives de 2012.

La hausse de la Golden Dawn n'est donc pas particulièrement surprenante car ses principaux idéaux ne sont pas étranges aux principes qui définissent le nationalisme grec. Son soutien croissant, combiné à la hausse concomitante de SYRIZA, a servi à exposer les faiblesses inhérentes des institutions démocratiques grecques. Une partie du problème est que le principal parti d'opposition à la Golden Dawn découle de forces de gauche radicale, qui alimente encore la polarisation politique. Un autre problème est la pratique de deux poids deux mesures. Ce n'est que jusqu'à l'assassinat d'un militant de gauche que les autorités grecques ont agi; des cas de lésions corporelles graves contre les immigrés étaient insuffisantes pour générer une réponse. Ce sont ces principes qui

exposent la fragilité du système politique grec et entravent la consolidation de la démocratie de fond en Grèce. Le principal problème n'est pas l'absence de lois ou institutions, mais l'absence de la société civile et un centre fort libérale.

Alors, pouvons-nous confirmer que la hausse de la GD est le résultat de la crise économique? Cette ligne d'argumentation a une tendance à négliger deux faits très importants.

Tout d'abord, il n'y a pas d'explication claire des raisons pour lesquelles les dépossédés et les chômeurs vont exprimer leur protestation en optant pour l'extrême droite plutôt que l'extrême gauche. En effet, la hausse de la Golden Dawn a été également accompagnée par la hausse de la frange de gauche : la coalition de gauche Syriza détient une avance de 3,6 points sur la Nouvelle Démocratie du Premier ministre grec Antonis Samaras, avant la prochaine élection, selon un sondage publié par le diffuseur grecque Alpha TV. Selon ces données, SYRIZA feriez avec 28,5% des voix, tandis que la Nouvelle Démocratie atteint 24,9% d'eux. SYRIZA, qui était un parti relativement marginale avant la crise, a considérablement accru son soutien au cours des trois dernières années et est devenu un concurrent sérieux pour le gouvernement. Comme tout autre parti marginal en Grèce, SYRIZA a été en mesure de capitaliser sur la crise. Le parti a organisé un certain nombre de manifestations dirigées contre l'UE et le plan de sauvetage; et a de plus en plus centré son discours sur l'exploitation de la Grèce par des puissances étrangères et le rôle des politiciens nationaux comme des collaborateurs.

Deuxièmement, nous devons également tenir compte du fait que d'autres pays européens qui connaissent des conditions de crise comparables, dont le Portugal, l'Italie, l'Irlande et l'Espagne ne sont pas assiste à un phénomène similaire.

Afin d'analyser ce deuxième facteur, nous allons comparer la situation en Grèce et en Espagne pour découvrir pourquoi si les deux pays ont été touchés par la crise, seule la Grèce a connu la montée d'un parti d'extrême droite. Alors, nous allons essayer de répondre à la question de si ils sont que des situations de crises qui mènent à la montée de l'extrême droite ou si, contrairement, cet montée se produite en raison d'autres facteurs.

Tout d'abord, il faut remarquer que tous les deux pays partagent un héritage de l'autoritarisme de droite. Espagne a connu l'autoritarisme de droite au cours de la période de la Restauration sous Primo de Rivera (1923-1930) et le régime de Franco (1939-1975); dans le cas de la Grèce c'était pendant la dictature de Metaxas (1936-1941) et de la junte des colonels (1967-1974).

À continuation, c'est nécessaire de comparer le système électoral dans les deux pays : les deux pays ont adopté la formule D'Hondt, qui favorise les grands partis; et par conséquent le système électoral tend à avoir un effet majoritaire, la création d'un système de parti où suppléants de pouvoir entre les deux principaux concurrents. En Espagne, le vote a été toujours concentré autour du Parti de centre-droit populaire (PP) et le Parti socialiste ouvrier espagnol de centre-gauche (PSOE). En Grèce l'ère post-dictature a été dominée par le centre-droit Nouvelle démocratie et le Mouvement socialiste panhellénique centre-gauche (PASOK) qui, jusqu'à récemment, ainsi occupé la grande majorité des 300 sièges parlementaires.

On pourrait expliquer le manque de soutien pour les partis d'extrême-droite en Espagne à la fragmentation du droit. Si l'une des raisons que l'Espagne n'ont pas connu une montée des partis d'extrême droite est la réticence des différentes factions de l'extrême droite à se unir, alors nous devrions attendre la fragmentation du droit d'avoir des effets similaires en Grèce. Cependant, un certain nombre de partis d'extrême-droite a participé aux élections depuis les années 1990, y compris Front Line, le Parti hellénisme, le Front hellénique, la Coalition nationale, le Rassemblement orthodoxe populaire, l'Alliance patriotique et la Golden Dawn.

En un mot, nous avons montré que la Grèce et l'Espagne ont des systèmes électoraux semblables, la dynamique de la concurrence du parti, les concurrents d'extrême droite très prudentes, et une fragmentation du droit. Par conséquent, notre rapport montre que ces variables sont à court de comptabilisation de la variation de parti politique d'extrême-droite avec le début de la crise de la zone euro.

Parce que la capacité et la perception de l'efficacité de l'Etat à gérer la crise était plus élevé en Espagne, la crise n'est pas devenu électoralement traduit dans la délégitimassions du système. En Espagne les électeurs ont accusé le parti au pouvoir

pour leur incapacité à gérer l'économie; Ceci, cependant, ne se traduit pas dans l'implosion de l'opérateur historique, ou une restructuration majeure du système de parti lui-même.

En Espagne, les électeurs ont puni le PSOE de centre-gauche sortant, accordant plutôt le mandat de gouverner à son principal parti d'opposition de centre-droit. PSOE a subi un déclin électoral, la forte perte d'un grand nombre de sièges. Il a reçu 110 sièges en 2011, comparativement à 169 en 2008, abaissant son soutien de 43,9 % à 28,8%. Mais contrairement à la Grèce, aucune restructuration fondamentale ou la fragmentation du système de partis ont eu lieu. La concurrence est restée concentrée autour du centre-droit PP et le PSOE de centre-gauche, tandis que le second reste un concurrent puissant, contrairement au PASOK grec qui est devenu remplacé par la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) que le principal parti d'opposition.

Toutefois, cela a changé récemment avec la naissance en Janvier 2014 du parti politique Podemos en Espagne. Alors que c'est un parti qui peut être catalogué comme de gauche, est aussi un parti qui a l'intention d'inclure toute la population indépendamment de l'idéologie, le sexe, la profession ou le niveau éducatif.

Pour bien comprendre la croissance rapide et le succès de Podemos même si ses origines les plus proches se trouvent dans le mouvement 15M en 2011, il faut analyser la situation politique espagnole après la fin de la dictature et les temps de la restauration de la démocratie en Espagne. La Transition a été faite dans des conditions très inégales. D'un côté de la table de négociation était la droite espagnole, héritier de groupes et les classes dirigeantes durant la dictature, qui contrôlait l'Etat dictatorial et la plupart des médias et des moyens de persuasion. À l'autre côté de la table était la gauche, qui avait dirigé les forces démocratiques et qu'ils venaient de sortir de la clandestinité, en prison ou en exil. Donc ce n'était pas une négociation entre égaux. En conséquence, il n'y a pas eu une rupture avec l'état précédent, mais une ouverture de cet État à intégrer principalement le PSOE, en son sein, grâce à un système électoral favorisant le bipartisme.

Les nouvelles générations qui sont apparus ont remis en question la faible qualité de la démocratie en Espagne. Il y a beaucoup des indicateurs de cette faible qualité. La

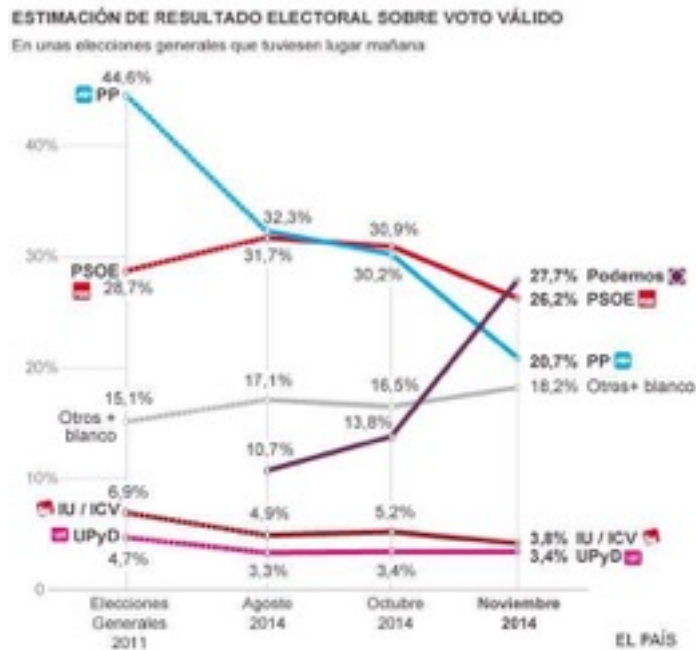
servilité des médias envers la monarchie et la Couronne; le manque de diversité idéologique dans les médias, avec une discrimination claire contre les auteurs critiques avec le système existant de la puissance, avec la quasi-absence des médias gauche; le système électoral, qui produit à peine institutions représentatives; la faible capacité redistributive de l'État; le grande fraude fiscale; son dimension sociale très limitée avec une grande pauvreté des transferts (tels que les retraites) et de services (tels que la santé et l'éducation); sa corruption haute et massive; la quasi-absence de formes démocratiques de participation directe tels que le référendum; et la démocratisation limitée des parties.

La prise de conscience des insuffisances de l'Etat a été intensifié avec le commence de la crise économique. C'était l'origine du mouvement 15-M, avec des manifestations quotidiennes dans le Plaza del Sol de Madrid depuis mai 2011 et les slogans « Ils l'appellent démocratie et ce n'est pas » ou « ils ne nous représentent pas ».

Si bien le mouvement 15-M espagnole est comparable avec le mouvement des citoyens indignés («Aganaktismenoi») en Grèce, c'est notable que les deux mouvements ont conduit à des situations différentes. En Espagne, la maturité de ce mouvement a provoqué l'émergence de Podemos qui demande une deuxième transition avec la pleine réalisation de la démocratie. Il s'agit donc d'un parti politique complètement nouveau dans la politique espagnole car il propose une démocratie directe à travers des assemblées, appelées « círculos », dans tous les districts du pays.

Cinq mois après son création, Podemos soumis une candidature aux élections au Parlement Européen. La candidature été fait à travers des élections primaires ouvertes et elle a été le quatrième le plus voté (7,98 %) et a obtenu cinq sièges au Parlement Européen.

Seulement cinq mois avant les élections générales, un sondage publié en novembre par le journal El País, montrait que seulement huit mois après l'enregistrement de 0,2% dans les sondages, le parti de gauche peut désormais 27,7% du soutien des électeurs. Le sondage positionnait Podemos comme la première force politique de la Espagne, suivi par l'opposition du PSOE avec 26,2% et le gouvernement du PP obtenait 20,7% des intentions de vote.



Estimation des résultats des élections

Nous avons vu comment la crise économique qui a touché de façon similaire la Grèce et l'Espagne a dérivée, cependant, dans deux situations politiques différentes. Alors que dans les élections grecques du 2012 la Golden Dawn a obtenu le 6,92% des voix et que l'Europe regardait concerné la montée de l'extrême droite, en Espagne, les élections générales de 2011 ont perpétué l'bipartisme actuel.

Puis nous pouvons voir comment la même crise économique et la même l'indignation citoyenne ont conduit à deux climats politiques différentes de sorte que nous en déduisons qu'on ne peut pas dire que les temps de crise tirent toujours à la montée de l'extrême droite. Il faut se demander maintenant pourquoi en Grèce ce phénomène a émergé et quel a été le facteur déterminant pour l'élévé de la extrême droite, facteur qui, selon ce raisonnement, n'existe pas en Espagne.

En raison de l'incapacité de l'Etat à la médiation des effets de la crise, la Grèce a connu la panne systémique associée à un discrédit majeur des principaux acteurs dans le système lui-même. D'autre part, parce que la capacité de l'État (et la perception de l'efficacité de l'État) à gérer la crise a été plus élevé en Espagne, et même si il y a eu une panne systémique en Espagne aussi, la crise n'est pas devenu électoralement traduit dans la délégitimation du système et le bipartisme est restée jusqu'au présent.

Cela montre que la rupture systémique est une condition nécessaire mais non suffisante pour la montée des partis d'extrême droite. Sans une rupture systémique, la montée de l'extrême droite n'est pas probable, car les possibilités des partis marginaux sont limitées. Mais la rupture systémique ne prédire pas la prédisposition idéologique du parti qui connaîtra une augmentation de son soutien.

Pour expliquer le succès des partis tels que la Golden Dawn en particulier, qui peut être compris comme autoritaire et populiste, nous nous tournons vers l'importance du nationalisme. « L'idéologie officielle du nationalisme grec est en ligne avec la doctrine nationaliste traditionnelle du 19^{ème} siècle : c'est-à-dire basée sur l'idée de la sécession d'une unité politique plus large dans une patrie ethnique désigné, en cherchant à mettre en place une nouvelle nation ethno-politique indépendante. »¹

La question-là est que l'idéologie officielle du nationalisme grec contienne des éléments qui sont conformes aux valeurs prises par la Golden Dawn. C'est-à-dire qu'en raison de son orientation traditionaliste et l'accent sur la défiance, la résistance et la valeur de l'autodétermination nationale de la nation grecque homogène, le nationalisme grec offre une occasion culturelle pour la Golden Dawn. En somme, comme dans le cas espagnole, la crise a révélé la faiblesse des fondements de la démocratie grecque ; par contre en Grèce, la crise a révélé aussi la propension du nationalisme à se manifester politiquement à travers du soutien à la violence et l'extrémisme. Cela explique la hausse spectaculaire de la néo-nazi, anti-immigrés Golden Dawn, dont le programme politique souligne l'homogénéité nationale et la nécessité de préserver les caractéristiques uniques de l'identité nationale grecque.

Si cet argument est correct, puis la crise en elle-même n'est pas suffisante pour faciliter la montée des partis d'extrême-droite.

Ce résultat est probable quand la crise se accompagne des graves problèmes de gouvernabilité qui résultent dans la rupture du système politique lui-même, et quand cela a lieu dans un pays où l'idéologie officielle du nationalisme est compatible avec les valeurs prises par les partis d'extrême droite.

¹ Does crisis produce the rise of the extreme right? Systemic breakdown, Nationalism and Varieties of support. Dr Daphne Halikiopoulou et Dr Sofia Vasilopoulou.

Nous pouvons conclure en disant que la crise elle-même n'est pas suffisante pour faciliter la montée des partis d'extrême-droite. C'est la présence simultanée des opportunités politiques et culturelles qui facilite la montée d'un parti d'extrême-droite en temps de crise.

Bibliographie

1. Cycles of Protest and the Rise of the Extremes: Political Violence in Greece in the Era of the Economic Crisis. Sotirios Karampampas. Department of Politics, University of Sheffield Elmfield, Northumberland Road Sheffield, UK, S10 2TU

2. Does crisis produce the rise of the extreme right? Systemic breakdown, Nationalism and Varieties of support.

Dr Daphne Halikiopoulou and Dr Sofia Vasilopoulou . Paper to be presented at the American Political Science Association (APSA) Annual Meeting, August 28-31, 2014, Washington, DC.

3. ECONOMIC CRISIS, SOCIAL AND POLITICAL IMPACT.THE NEW RIGHT-WING EXTREMISM IN GREECE ,

Vassiliki Georgiadou (Panteion University) Lamprini Rori (Paris 1 University, Panthéon-Sorbonne)

[http://www.academia.edu/7559283/
Economic_crisis_social_and_political_impact._The_new_right-wing_extremism_in_Greece](http://www.academia.edu/7559283/Economic_crisis_social_and_political_impact._The_new_right-wing_extremism_in_Greece)

4. GREECE: ECONOMIC CRISIS AND THE RISE OF THE EXTREMES

Contributor: Daphne Halikiopoulou, Sofia Vasilopoulou, February 27th 2014

<http://www.queries-feps.eu/greece-economic-crisis-and-the-rise-of-the-extremes/>

5. Greece in Figueres 2014.

Hellenic Statistical Authority. Statistical Information and Publications Division, 46, Pireos and Eponiton str., 185 10 Piraeus

6. Por qué surgió el 15-M y por qué le siguió Podemos.

Vicenç Navarro. Catedrático de Ciencias Políticas y Políticas Públicas. Universidad Pompeu Fabra

